Ce magistrat intègre, fonctionnaire probe et loyal d'un monarque auquel les grandes puissances européennes avaient accordé solennellement la souveraineté du Luxembourg, avait reçu sa formation intellectuelle encore à l'époque de la vieille Europe monarchique ; tout en faisant son possible pour assurer le bien-être de ses administrés, il avait toujours défendu comme gouverneur les droits du monarque contre toute tentative d'empiétement de la part des Etats Provinciaux. Il ignorait assurément les écrits de Bonald et de Montlosier qui, sous la Restauration, avaient défendu les principes de Bossuet sur la monarchie de droit divin ; il était probablement peu enclin aux spéculations théoriques sur l'origine et la nature de l'autorité monarchique, mais comme les collaborateurs des absolutistes éclairés du 18^e siècle, il était convaincu que des réformes tendant au bonheur de l'ensemble de la population d'un pays doivent venir d'en haut, que l'opinion publique ne peut être considérée comme un guide digne de confiance par des gouvernants. Comme Metternich, il jugeait qu'un monarque devait gouverner effectivement ses Etats, et il détestait les révolutions et les révolutionnaires. L'ouvrage du professeur Derote qui était remonté aux Suisses de Guillaume Tell pour prouver le droit des peuples à l'insurrection contre un gouvernement arbitraire, lui inspirait sans doute de l'horreur. En somme, il aimait mieux être le gouverneur du Grand-Duché de Luxembourg pour le compte d'un monarque établi par des traités internationaux, que pour celui d'un gouvernement provisoire issu d'une révolution, au risque de n'y exercer pendant quelque temps qu'une autorité purement nominale.

En 1790, Willmar avait assisté à l'éroulement lamentable de l'éphémère République des Etats-Belgiques-Unis, dont les chefs s'étaient montrés nettement incapables de construire un Etat national, bien que les volontaires brabançons eussent réussi à refouler les troupes de Joseph II jusqu'aux frontières du Luxembourg. Lui-même mettait sans doute les instigateurs de la nouvelle insurrection des Belges contre Guillaume I^{er} et les hommes du gouvernement provisoire sur la même ligne que Van der Noot et ses collaborateurs, qui n'avaient été que d'habiles démagogues. Après la chute de Napoléon, des insurrections éclatées en Espagne, en Italie et en Pologne avaient été réprimées par les troupes des Etats de la Sainte-Alliance. Les historiens postérieurs ont eu beau jeu de démontrer que l'esprit de la politique internationale avait bien changé en 1830, mais Willmar était sans doute bien porté à admettre que les puissances signataires des actes de Vienne ne toléreraient pas le démembrement d'un Etat destiné à servir de barrière contre la France toujours bien forte des Bourbons. Les tâtonnements du Congrès et du gouvernement provisoire pour endiguer des agitations démagogiques et pour consolider un état des choses issu d'une révolution ne lui inspiraient aucune confiance. En tout cas, il comptait avec une intervention militaire de la Confédération Germanique dans le Luxembourg.

Willmar fut sans doute bien déçu quand la conférence de Londres reconnut en novembre les Belges comme belligérants, en imposant un